

Repenser notre système éducatif

Pour une éducation tout au long de la vie
articulant formation initiale et formation continue¹

Introduction

Poser la question du *comment mieux vivre ensemble* oblige notamment à analyser et repenser notre système éducatif ; mais, tenter de comprendre l'actuelle *profonde crise* de la formation *initiale* sans la relier à celle de la formation *continue* des adultes, reviendrait à chercher *nos clés sous le réverbère*² ; il serait *tout aussi vain* d'interroger l'évolution à moyen-long terme de la première sans l'articuler à celle de la seconde ; tant il est clair que l'acquisition préalable par tou(te)s les citoyen(ne)s d'une bonne maîtrise des *outils* et *méthodes* d'accès à la connaissance au sein d'une formation *initiale apaisée* et *non discriminante*, devra accompagner le déploiement d'une nouvelle formation des adultes enfin *réellement continue* et *ouverte à tou(te)s*, capable de venir à bout de la complexité et de l'ampleur des défis que devra relever l'humanité au 21^{ème} siècle.

Une définition de l'*éducation tout au long de la vie*, vue comme sur-ensemble de ces deux phases de formation *initiale* et *continue*, a été proposée par l'UNESCO en 1996³ ; mais cette expression ne pourra prétendre (sans abus de langage) qualifier l'ensemble de notre système éducatif que lorsque celui-ci offrira réellement à chaque citoyen(ne), tout au long de sa vie, sans interruption autre que volontaire, à son rythme et sans aucun frein administratif, un ensemble d'articulations efficaces et motivantes entre les différents acteurs, lieux, contenus, méthodes et formes d'apprentissage, et sera capable d'écarter toute discrimination autre que celle fondée sur la plus ou moins grande volonté d'apprendre, de comprendre et de débattre, afin de *mieux coopérer, vivre et agir ensemble*.

Nous tâcherons donc ici, dans une approche *globale* (formations *initiale* et *continue*, et leur *articulation*) limitée à l'essentiel, de dresser *l'état des lieux* du système éducatif (1^{ère} partie), puis d'en déduire pour celui-ci un scénario d'*avenir* audacieux mais atteignable (2^{ème} partie).

¹ Ce texte actualise un article écrit pour les *Assises Nationales de l'Education*, réunies à Bobigny le 5 juin 2010. Les notes de bas de page n'ont pas toutes été mises à jour, mais nous semblent, pour l'essentiel, encore pertinentes.

² Allusion à l'anecdote de l'homme qui, rentrant la nuit chez lui, ivre et ayant perdu ses clés, les cherche *au pied d'un réverbère*, non parce qu'il les a perdues là, mais parce que *là, au moins, il y a de la lumière* !

³ Cf. *L'éducation, un trésor est caché dedans*, p.17 : Jacques Delors y emploie pour sa part, les termes : *éducatifs première et permanente* ; cette dernière n'a pourtant jamais été, à ce jour et à proprement parler, ni *permanente*, ni *continue* et elle inclut depuis les débuts une part importante d'éducation *première différée* à l'âge adulte, ce qui rend plutôt confuse la terminologie utilisée à ce jour.

État des lieux de notre actuel système éducatif

De la 3^{ème} République jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle, notre système éducatif a subi diverses influences socioéconomiques, technologiques, politiques, idéologiques..., notamment :

1. La durée hebdomadaire du travail salarié⁴, des temps de transport, du travail domestique... qui demandait des efforts surhumains aux salariés souhaitant continuer (ou reprendre) des études approfondies ; sauf, bien sûr, pour les *intellectuels de métier*, dont l'environnement professionnel et la fonction prévoyaient qu'ils améliorent sans cesse leurs connaissances, au moins dans leur domaine de compétence ; et ceci dans différents contextes politiques.
2. Il était par ailleurs difficile aux actifs relativement éloignés des *métiers intellectuels*, de trouver des informations *fiables* sur les auteurs, ouvrages, formations... dans les domaines qu'ils désiraient explorer ou approfondir ; malgré les progrès d'Internet dans les dernières années du 20^{ème} siècle, sa lenteur, sa faible qualité d'affichage écran et d'impression papier, restaient des freins à son utilisation plus large au profit de la formation des adultes.
3. Quelques *préjugés* ont également joué en faveur de la formation initiale, notamment celui prétendant que les apprentissages sont bien plus lents et difficiles à l'âge adulte : en effet, la vulgarisation des recherches sur le cerveau a longtemps présenté la quantité de *neurones* acquise à la naissance comme ne pouvant ensuite que diminuer, négligeant le rôle joué par les *synapses* et l'apparition de nouveaux neurones après la naissance.

Ces contraintes historiques, parmi d'autres, ont fondé l'actuelle *priorité* donnée à la formation initiale sur celle des adultes. Malgré la *démocratisation-massification*⁵ de l'enseignement public à l'origine de l'élévation du niveau moyen des connaissances et compétences de la population, cette formation initiale a maintenu la *reproduction sociale des élites*⁶ par le biais d'une sélection trop précoce et d'une *orientation-sanction* des jeunes les moins préparés à l'apprentissage conceptuel⁷, vers des métiers et catégories sociales dont ils ont ensuite du mal à sortir ; *reproduction* maintenue non sans quelques exceptions individuelles venant nourrir l'idéologie *méritocratique* succédant à celle de *l'élitisme républicain*. La réforme du *collège unique*, dans le dernier quart du 20^{ème} siècle, n'a pas réussi à s'opposer à cette *reproduction*. L'inflation des connaissances et compétences demandées aux adultes, venant régulièrement alourdir les programmes de la formation initiale des jeunes, n'a fait qu'accroître la charge de travail, la pression compétitive et le *décrochage* scolaire de ces jeunes⁸.

⁴ Au 19^{ème} siècle, il n'était pas rare que les ouvriers soient employés plus de 70h par semaine. En France, ils ont travaillé plus de 40h jusqu'en 1978 (malgré les accords Matignon de 1936 sur les 40h et bien que la durée moyenne annuelle du travail ait baissé de 30% depuis 1950 - cf. *INSEE 1^{ère}*, n° 1273 janvier 2010), puis 39h à partir de 1982 et 35 depuis 2002 (généralisation de la 2^{ème} loi Aubry), jusqu'à ce que ces acquis soient récemment remis en cause !

⁵ De nos jours, la plupart des jeunes terminent le collège, 72% accèdent au *niveau bac*, 64% le réussissent, la moitié accèdent au supérieur et environ 40% y obtiennent un diplôme (cf. *L'état de l'école n° 19*, oct. 2009, pp. 5 à 7).

⁶ Cf. *La Reproduction*, Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, Minuit, 1970.

⁷ Le plus valorisant pour les élites et leurs enfants, le plus facile à évaluer, mais au moyen d'un système de notation *discriminant* et manquant d'*objectivité* (cf. *La constante macabre*, André Antibi, Math'Adore/Nathan, 2003).

⁸ 17% des jeunes sortent encore de formation initiale sans diplôme, à 15 ans 22% lisent mal, 8,5% très mal, et l'écart se creuse selon l'origine sociale, entre les catégories les plus éloignées (cf. *L'état de l'école n° 19*, oct. 2009, p. 33).

La formation des adultes, elle, est longtemps restée la portion congrue du système éducatif et, après les lois des années 70, s'est développée essentiellement comme formation prise sur le temps de travail (et de chômage), financée et contrôlée en grande partie par les employeurs et l'État⁹. De ce fait, elle se condamnait à rester sporadique, discontinue et au seul service des intérêts à court terme des entreprises et administrations. Outre ces limites institutionnelles, les chiffres montrent aujourd'hui que ce sont les adultes déjà munis de bons diplômes qui en profitent le plus¹⁰, ce qui renforce au lieu de la réduire, la *reproduction sociale des élites*. Les projets de réforme les plus récents¹¹, s'ils aboutissent, freineront peut-être la tendance, mais buteront forcément sur les limites budgétaires et horaires des formations *en cours d'emploi*, dont la philosophie reste marquée par les lois votées dans les années 70, dans un contexte très différent de celui qui est le nôtre aujourd'hui.

Quant à *l'articulation* des formations initiale et continue, elle a brillé pour l'instant par son absence, la formation des adultes étant tantôt reléguée au rang de *palliatif* aux échecs de la formation initiale¹², tantôt limitée au simple rôle de *complément*¹³. Elle n'a jamais été pensée comme formation *régulière de tous les adultes, tout le reste de leur vie*, après un enseignement initial conçu pour servir de *marchepied* à la formation *continuée* de tous les citoyens.

Ces constatations nous mènent à penser que l'actuel système éducatif s'achemine lentement mais sûrement vers une triple impasse :

1. *Impasse sociale* : le modèle méritocratique *d'égalité des chances* appliqué à une formation initiale de jeunes possédant *l'égalité des droits, sans égalité des moyens* (héritage socio-culturel, conditions de revenus, d'habitat, d'aide à domicile...), n'est plus compatible avec l'évolution démographique des populations à former. *Trop et trop tôt sélectif...*¹⁴, il creuse et fige au lieu de les réduire, les hiérarchies scolaires qui fondent encore lourdement les hiérarchies sociales¹⁵. Il s'enferme (souvent à son corps défendant) dans un piège *élitiste* : refusant *d'en rabattre sur les exigences* de la formation initiale (dans l'espoir louable de donner au plus grand nombre un maximum de chances de réussite), il ne sait plus que faire ensuite du nombre croissant de jeunes *laissés pour compte* par ces exigences, victimes d'une *orientation-sanction* qui les culpabilise, les humilie et les décourage.
2. *Impasse psychologique* : en France, la pression compétitive et la sélection trop précoce plongent plus de la moitié des élèves du secondaire dans une forte angoisse scolaire¹⁶ qui se transforme, en cas d'échec, en culpabilité, dépressions, ressentiments..., et leur cortège

⁹ En 2008 en France, la part de la formation continue et extrascolaire dans la *dépense intérieure d'éducation* était en baisse et se situait à 9,7%, principalement supportés par les entreprises à 45,5% et l'État à 26,8% (cf. *ibid.* p. 70).

¹⁰ Parmi les salariés et indépendants, les cadres (60%) et professions libérales (59%) en bénéficient le plus. En 2006, 64% des salariés diplômés au delà de bac+2 y ont accédé, contre 24% des salariés sans diplôme (cf. *ibid.* p.70).

¹¹ Dont le projet de CPA (Compte Personnel d'Activité) qui limite les droits de formation acquis à seulement 40h/an !

¹² Lutte contre l'illettrisme, (re)mise à niveau... pour les anciens décrocheurs, chômeurs longue durée, immigrés, gens du voyage... ; il s'agit en fait ici, plus de formation *initiale différée* à l'âge adulte, que de formation *continu(é)e*.

¹³ Formations en informatique, gestion, organisation... promotions et reconversions professionnelles..., dans la limite des fonds collectés à cet effet et des quotas prévus pour libérer le personnel concerné pendant les heures de travail.

¹⁴ Cf. *L'élitisme républicain*, Christian Baudelot et Roger Establet, Seuil, 2009.

¹⁵ Cf. *Enseignement : équation insoluble ?*, François Dubet, Politique, juin 2009.

¹⁶ 53%, contre 7% en Finlande, d'après : *Déchiffrer la société française*, p.132, Louis Maurin, La Découverte 2009.

de conduites à risque intériorisées (addictions au tabac, cannabis, alcool..., tentatives de suicide) et/ou extériorisées (incivilités, violences, délinquance...). Le corps enseignant lui-même est victime d'un profond désenchantement¹⁷ que ne parvient plus à combattre l'héroïque résistance des *innovateurs*. Le reste de la population souffre aussi, en tant que parents souvent en conflit avec leurs enfants à cause de l'école, et/ou en tant que citoyens prisonniers de leurs carcans professionnels, sociaux, culturels, émotionnels..., d'où... : dépressions *latentes* ou *manifestes*, résignations, colères, replis communautaires...¹⁸

3. *Impasse politique* : dans nos démocraties, malheureusement encore très immatures et largement dominées par l'impossibilité de prévoir les réactions de l'*opinion publique* aux annonces et manipulations du *système médiatique*, nos élus nationaux et territoriaux, qu'ils se réclament de *droite* ou de *gauche*, s'ils veulent accéder au pouvoir puis s'y maintenir, ont intérêt à jouer le jeu *électorale* de leurs leaders politiques, notamment en matière d'éducation. En France, les réformes lancées dans ce domaine étant souvent à *courte échéance*, se prêtent mal à l'évaluation objective sur la durée ; les élus ont donc tendance à préférer les *effets d'annonces* à court terme, aux réels *efforts de synthèse* à plus long terme, fondés sur la consultation véritable, sincère et approfondie de tous les acteurs impliqués ; les quelques consultations portant sur le système éducatif, restent encore très partielles quant aux thèmes abordés et aux acteurs interrogés qui alors, ne manquent pas de défendre leurs intérêts corporatifs immédiats qui, dans l'état actuel d'incompréhension, de confusion et de blocages, sont souvent irréconciliables.

Un scénario pour l'avenir de notre système éducatif

Dans ce contexte, seule une initiative issue de la *société civile*, défendant un projet novateur et cohérent à moyen-long terme, prenant le temps de vaincre, *sans échéance électorale*, les inévitables résistances corporatives par la seule force de débats constructifs et patients, peut espérer faire *boule de neige*, après avoir démontré sa *faisabilité*. Nos élus pourront alors choisir de l'appuyer ouvertement ou d'en faciliter plus discrètement l'expansion.

Or en France depuis l'an 2000, des seuils ont été franchis, décisifs dans le cadre de ce projet :

1. Les 35h de travail hebdomadaire, applicables désormais à l'ensemble des salariés¹⁹.
2. La généralisation d'Internet *très haut débit* en accès illimité, à des tarifs à la portée de tous.
3. Les prix et performances des ordinateurs personnels, *tablettes* et autres *smartphones*, mais aussi des imprimantes couleur, qui ont évolué très favorablement.

¹⁷ Cf. l'enquête *Enseigner en collège et lycée en 2008, l'E.N. sans rêve ni moteur*, Luc Cédelle, Le Monde, 24/11/09.

¹⁸ Que les industries du divertissement, des antidépresseurs, de la remise en forme..., et les intégrismes religieux, culturels et/ou politiques, s'empressent d'exploiter ou d'instrumentaliser !

¹⁹ À notre avis, les attaques contre les 35h, subies depuis la 1^{ère} écriture de ce texte, ne sauraient freiner durablement la tendance séculaire à la baisse du temps de travail, fruit des progrès incessants de la productivité et de la nécessité écologique de limiter la production matérielle ; à condition, bien sûr, que tous les progressistes de la planète s'unissent pour promouvoir, avec calme et fermeté, la pertinence de cette baisse.

Viennent s'y ajouter des évolutions aux origines plus anciennes :

1. L'allongement important et régulier de *l'espérance de vie* de chaque citoyen(ne).
2. La baisse de la durée et de la pénibilité des transports (à distance égale) ; de même pour les tâches et travaux domestiques, grâce aux nouveaux équipements, machines et outils disponibles au sein des foyers depuis *les 30 glorieuses*, et au meilleur partage des activités entre sexes, impulsé par le *mouvement des femmes*. En plus des 35h, cela accroît les temps de loisir, permettant plus facilement à chaque adulte d'étudier à domicile.
3. Le progrès continu des *sciences cognitives*, désormais aptes à nous rassurer sur la capacité des adultes à étudier et progresser intellectuellement tout au long de leur vie.

Toutes ces évolutions nous obligent à repenser *globalement* notre système éducatif et d'une façon beaucoup *plus radicale* qu'on ne le fait généralement aujourd'hui²⁰ :

1. La baisse du temps de travail hebdomadaire devrait permettre de lever désormais le *tabou* qui veut que la formation des adultes *en cours d'emploi* soit prise en grande partie sur le temps de travail ; c'est un obstacle aux possibilités de négocier un nouvel abaissement de ce temps de travail, et à l'énorme développement dont la formation continue a besoin dans nos sociétés modernes. Ce tabou pourra être levé *au fur à mesure* qu'un nouveau système de formation des adultes accessible à domicile se révélera plus efficace et moins ségrégatif que le système actuel. Or, ce nouveau système est aujourd'hui à portée de main grâce à la démocratisation de l'informatique personnelle et d'Internet *très haut débit* : une *grande encyclopédie thématique modulaire*²¹ peut être progressivement construite, avec beaucoup de soin sur la base de ce qui existe déjà, puis proposée au public via Internet ; ses *modules, intégralement* téléchargeables, consultables à l'écran et imprimables, pourront être *croisés* avec un *dictionnaire encyclopédique* (tel *Wikipédia*) ; des réunions, portant chacune sur un seul de ces modules, seront organisées régulièrement (avec pré-réservation et prise de rendez-vous sur le site de diffusion, *en fonction de la demande*) dans des amphithéâtres universitaires, *en présence* de l'auteur du module concerné, afin qu'il puisse répondre

20 En France, les *universités* et *grandes écoles* ont pris l'initiative de se lancer, fin 2013, dans les *MOOC* (Massive Open Online Courses) et de se regrouper sous le sigle *FUN* (France Université Numérique), récemment rebaptisé *Sup-Numérique* (cf. le site : <http://www.sup-numerique.gouv.fr/>). Hélas, on s'aperçoit vite que *rien* (ou presque) n'y a été réellement conçu pour faciliter au maximum la tâche aux adultes *actifs* : inscriptions *préalables*, sessions d'enseignement, validations des acquis et regroupements prévus *hors* ou *en ligne* à dates fixes, sans tenir compte de la disponibilité des apprenants, cours magistraux *filmés* plutôt qu'*écrits*... bref, la routine universitaire ! Ce manque d'innovation socio-éducative côté *offreurs* n'a rien d'étonnant : s'ajoute probablement au problème du financement, la peur qu'en jouant à fond le jeu de ces technologies et pratiques *très ouvertes*, l'énorme besoin côté *demandeurs* ne déstabilise le fonctionnement et donc le statut de ces institutions, certes respectables et utiles, mais encore trop socialement et pédagogiquement *élitistes* (souvent à leur corps défendant), fonctionnant en trop faible *rétroaction* avec leurs étudiants qui, en formation *initiale* pour la plupart, sont plus préoccupés par l'obtention rapide de leurs *diplômes* et *concours* que par l'approfondissement des connaissances (en interaction avec les enseignants, autres étudiants et professionnels non universitaires des domaines étudiés). Si l'université veut vraiment s'ouvrir à tous les apprenants potentiels, elle devra réussir à s'adapter aux contraintes et besoins de tou(te)s les citoyen(ne)s !

21 Version moderne de *l'Encyclopédie* de Diderot-d'Alembert, ses modules, d'environ 100 pages chacun, organisés de façon *buissonnante*, préciseront les *pré-requis*, *passerelles* et *progressions* possibles ; richement *documentés* (*liens* Internet, courtes vidéos et animations pédagogiques, photos, dessins, tableaux..., au besoin *interactifs*), ils offriront de plus à l'utilisateur l'avantage d'une gestion *différentielle* de leurs mises à jour (corrections, actualisations...).

directement (sans exposé introductif) aux questions posées par les apprenants ; s'il veut tirer le meilleur profit de la rencontre, le public devra au préalable avoir étudié et annoté le module, individuellement à domicile ou par petits groupes ; par ailleurs, un processus de validation *hors ligne* (pour éviter la fraude), *rejouable* sans limite (comme pour le *permis de conduire*), ainsi qu'une consultation de cette validation, devront être mis en place, pour permettre à chaque utilisateur de visualiser ses résultats sur le site (via un code secret) et d'apporter s'il le souhaite, aux employeurs voulant utiliser le système pour embaucher, la preuve des modules qu'il a déjà maîtrisés et validés.

2. Un autre *tabou* pourrait être levé, celui du financement : le système devrait rapidement atteindre *l'autonomie financière* s'il adopte un modèle économique proche du *logiciel libre* : les contenus numériques étant difficiles à protéger contre la copie, tant vaut-il les offrir en ligne *gratuitement*²² puis financer le système via les rencontres prévues *hors ligne* avec les auteurs ; des regroupements de 100 à 300 personnes (suivant la nature et le succès du module) versant chacune son *écot* (le prix d'une séance de cinéma, par exemple), peuvent aisément assurer la rémunération des auteurs, couvrir leurs frais de déplacements, ceux liés à l'utilisation des amphithéâtres, à la gestion générale du site Internet... ; ce qui ne coûterait guère *chaque année* à l'utilisateur moyen que l'équivalent d'une inscription universitaire actuelle ou de l'achat de quelques manuels papier. De plus, le seul *capital* nécessaire, une fois le site construit, étant de nature *cognitive* et non *financière*, le projet est théoriquement à l'abri de la concurrence des *capitaux industriels* et *financiers* ; cette caractéristique le rend tout à fait compatible avec *l'économie sociale et solidaire*, qui pourrait y trouver une nouvelle opportunité de développement.

Au fur et à mesure que ce projet renforcera sa crédibilité comme alternative à la formation actuelle des adultes, il devra s'articuler avec la formation initiale : (re)distribuer les missions et (re)définir la collaboration avec celle-ci (en termes d'exigences, de contenus, de méthodes, outils, validations...). Ceci devrait grandement réduire *par l'aval* la pression compétitive qui mine aujourd'hui l'enseignement secondaire et y rendre rapidement *caduque* l'orientation-sanction ; évolution qui pourrait se faire sans diminuer l'effectif des enseignants, si l'on (ré)intègre dans les missions de la formation initiale, l'actuelle formation *première différée*²³ des adultes ; mais aussi, s'effectuer *sans niveler par le bas* le travail des *meilleurs* élèves qui, dès l'âge de 14-16 ans, aidés par leurs professeurs et sans être séparés de leurs camarades, pourraient commencer à utiliser la nouvelle *grande encyclopédie thématique modulaire*²⁴. Ceci devrait créer une *émulation non compétitive* entre élèves et les inciter à une *coopération solidaire* entre niveaux. C'est en fait l'idée d'un *lycée unique* (prolongeant le *collège unique*), mais avec des moyens sans précédents pour personnaliser, différencier et diversifier l'enseignement proposé aux élèves, qui ne seront plus, dès lors, obligés de subir l'humiliation d'un *tri-sanction* trop précoce.

²² En les accompagnant systématiquement d'un *dépôt légal* fixant leur *antériorité*, afin de pouvoir ensuite contrer facilement tout *plagiat*, utilisation malveillante ou commerciale *non autorisée*, citation *mal* ou *non référencée*...

²³ Cf. page 1, note 3.

²⁴ Sur la notion de *modules*, testée dans le secondaire au CEFP d'Alembert, cf. l'article : *Les modules à la finlandaise, expérimentés en Seine-et-Marne sur 4 années scolaires depuis 2004*, Marc Paraire, revue A&E, 2009, n° 211-212. Le texte n'étant plus disponible sur Internet, peut être obtenu sur simple demande adressée par mail à l'auteur.

Nous pouvons ainsi espérer progressivement *faire des lycées [et collèges] de véritables maisons des savoirs, de la citoyenneté et de [la préparation à] la formation [continuée] tout au long de la vie*²⁵. La spécialisation professionnelle pourra alors, au besoin, être différée à l'âge adulte, sur la base de ce nouveau système de formation *modulaire* réellement *continue, équitable et soutenable* tout au long de la vie, organisé *en alternance à temps plein*, entre une semaine de travail effectif de 35h (qu'on peut espérer, dans ce nouveau contexte, faire progressivement tomber à 32, voire 30h) et 5, 10, 20h ou plus..., passées à domicile (seul ou en petits groupes) à étudier, au rythme de chacun, l'enseignement des meilleurs auteurs dans tous les domaines souhaités ; alternance qui, lors des rencontres avec ces auteurs, verra le riche *feedback* d'un public *intergénérationnel* très impliqué, nourrir une nouvelle et puissante interaction entre *théorie et pratique*. Cette organisation innovante créera du lien social *hors ligne* (via les groupes de travail et lors des déplacements pour rencontrer les auteurs) et *en ligne* (via le site de l'encyclopédie). Les *universités* et *grandes écoles* pourront expérimenter le système avec prudence et, en cas de succès, repenser leurs missions afin de s'articuler plus largement et harmonieusement à celui-ci.

À terme, la *sortie de crise* de notre enseignement *initial*, résultera du caractère *diversifié, optionnel et non sélectif*, des très nombreux domaines *théoriques et pratiques* explorés dans cette *école-marchepied*, afin de motiver, encourager et accompagner avec *bienveillance* tous les élèves dans leur apprentissage des *outils et méthodes d'accès* aux savoirs (le *socle* : lecture, écriture, expression orale, informatique et mathématiques courantes). Il faudra alors s'assurer que ces *moyens d'accès* soient bien maîtrisés par chaque jeune, avant de le laisser *complètement* entrer dans la vie active et utiliser *régulièrement*, tout au long de sa vie, le nouveau système de formation des adultes, en confronter les acquis à ses pratiques sociales, professionnelles, citoyennes..., afin de les transformer en compétences opérationnelles ; dès lors, il ne pourra plus stagner professionnellement, socialement..., ni s'enfermer dans le *dangereux ressentiment* d'avoir *raté ses études* et peut-être... *sa vie* !

Dans ce *nouveau* système éducatif, ce sont les élèves les plus en difficulté qui demeureront le plus longtemps en formation *initiale* (en effectuant de plus en plus de stages en *emploi réel*) ; ceux qui étudient plus facilement pourront en sortir définitivement plus tôt, et rejoindre une vie active professionnelle, sociale et citoyenne *optimiste*, alternant activités rémunératrices et études *hors temps de travail* au meilleur niveau. Chaque citoyen(ne) progressera ainsi tout au long de sa vie et pourra goûter à une aventure humaine valant enfin la *joie* d'être vécue !

Cette profonde (r)évolution du *système éducatif*, qui commence à peine à émerger, nécessite que toute la *société civile* désirant continuer à apprendre au meilleur niveau *tout au long de la vie*, se mobilise rapidement et massivement pour hâter le processus et faire surgir un autre type de formation professionnelle et citoyenne des adultes, réellement accessible à tou(te)s, à tout âge, après une formation initiale enfin *apaisée, bienveillante*, progressivement repensée pour ne plus servir que de *marchepied* à la nouvelle formation *continuée*, vraiment *ouverte et permanente*. On pourra alors parler pleinement de *société civile apprenante*.

²⁵ Cf. *Lycées : changer de logiciel !*, C. Dufлот, M-C Blandin, P. Meirieu, Le Monde.fr du 11/12/09. Nota bene : les ajouts entre crochets [...] sont de l'auteur !

Conclusion

L'autonomie financière du projet sera le meilleur garant du renouveau de nos démocraties, ajoutant aux 4 pouvoirs existants (législatif, exécutif, judiciaire et médiatique, *théoriquement* indépendants) un 5^{ème} pouvoir *réellement* indépendant : celui de la *société civile apprenante*, nouvelle opinion publique *émancipée, mature et sereine*, à l'abri des manipulations politico-médiatiques ; celui du *peuple-philosophe* et souverain, seul véritable antidote aux arguments de Platon en faveur des *rois-philosophes* et de l'oligarchie des *gardiens de la République*²⁶. Nous pourrions ainsi contrer la lente et inquiétante avancée de tous les *extrémismes* politiques et religieux et asseoir solidement nos *écologico-social-démocraties*. Or, par une chance quasi-inespérée, qu'il ne faut surtout pas manquer de saisir, cette nouvelle *société civile apprenante* n'est pas loin de pouvoir surgir et s'épanouir au sein de nos démocraties modernes, si nous mobilisons et fédérons toutes nos intelligences et nos énergies, afin de repenser *globalement* et de reconstruire *progressivement* notre *système éducatif* autour d'Internet.

Pour atteindre cet objectif ambitieux, il faut encore que les *intellectuels* les plus soucieux de l'avenir de la planète et de l'espèce humaine (à commencer probablement par ceux des pays dits *avancés*) acceptent de mettre de côté leurs *postures* (professionnelles, médiatiques...), leurs *préjugés* (politiques, culturels, émotionnels...) et adoptent une attitude *constructive* (non uniquement *déconstructive*) afin que puisse s'amorcer l'indispensable *réconciliation* de tous les progressistes autour de ce projet *d'auto-émancipation* sociétale.

Au plan écologique, la meilleure éducation des jeunes et des adultes devrait bientôt limiter les achats compulsifs, le gaspillage, l'empreinte carbone, les autres pollutions..., et engendrer une *sobriété* et un *sens des responsabilités environnementales* salvateurs. Les chercheurs et experts qui mettront leurs savoirs et leurs talents au service de ladite *grande encyclopédie thématique modulaire*²⁷, s'assurant pour les meilleurs, un revenu très correct (pour un nombre limité d'heures d'intervention auprès du public), seront ainsi moins soumis au *devoir de réserve* et pourront, sans aucun *conflit d'intérêts*, donner leur avis sur les problèmes environnementaux et les solutions à leur apporter.

Par ailleurs, du point de vue *paléanthropologique*, cette *société apprenante* peut être perçue comme *l'émergence* de la 4^{ème} phase du lent processus d'*hominisation*²⁸, après celles du *paléolithique*, du *néolithique* et de la *société industrielle*²⁹.

²⁶ Cf. *La République*, Platon, Livre VIII (545c - 576b).

²⁷ Cf. page 5 et note 21.

²⁸ Parler d'*humanisation* nous semble ici inapproprié : ce terme ne retrouvera tout son sens et sa légitimité que lorsque la *société apprenante* aura permis à l'*homo-sapiens* de surmonter le processus d'*autodestruction environnementale et sociale* auquel il est aujourd'hui confronté, et de devenir un véritable *être humain* solidaire de ses semblables et respectueux de sa planète.

²⁹ Si l'on considère que le *néolithique*, période dominée par l'activité agricole, ne s'est réellement achevé qu'avec la *1^{ère} révolution industrielle*, voire même, selon le philosophe des sciences et académicien Michel Serres, qu'après la *2^{de}* (et espérons, dernière !) *guerre mondiale*.